

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2013/00756]

Honoraires et frais de déplacement octroyés aux interprètes et traducteurs travaillant pour certains services du Service public fédéral Intérieur ou liés à celui-ci. — Tarif 2014

Tableau des indemnités prévues par l'arrêté ministériel du 9 mai 2003.

1. Article de l'arrêté ministériel : article 1^{er}.

Montant des honoraires des interprètes en 2014 :

Quarante-et-un euros et vingt-sept eurocentimes (41,27 euros), pour une convocation et une prestation minimale d'une heure un quart (montant hors T.V.A.).

Ensuite : honoraires par tranche d'un quart d'heure à raison de trente-trois euros et quarante eurocentimes (33,40 euros) par heure (sans plafond) (montants hors T.V.A.).

2. Article de l'arrêté ministériel : article 2, §§ 1^{er} et 2.

Montant des honoraires des traducteurs en 2014 :

Seize euros et onze eurocentimes (16,11 euros) par page manuscrite et vingt-quatre euros et septante-six eurocentimes (24,76 euros) par page tapée (montant hors T.V.A.).

Indépendamment du nombre de lignes traduites ou à traduire : toujours une rémunération minimale s'élevant à seize euros et onze eurocentimes (16,11 euros) et vingt-quatre euros et septante-six eurocentimes (24,76 euros) selon qu'il s'agit d'une traduction manuscrite ou tapée.

3. Article de l'arrêté ministériel : article 3.

Montant des frais de transport en 2014 :

Quarante-six eurocentimes (0,46 euro) par kilomètre, indépendamment du nombre de prestations par jour, avec un plafond de 100 km aller et retour (montants hors T.V.A.).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2013/00756]

Erelonen en verplaatsingskosten toegekend aan de tolken en vertalers werkzaam voor bepaalde diensten van of verbonden aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken. — Tarif 2014

Tabel der vergoedingen voorzien door het ministerieel besluit van 9 mei 2003.

1. Artikel van het ministerieel besluit: artikel 1.

Bedrag van de erelonen voor de tolken in 2014:

Eenenveertig euro en zevententwintig eurocent (41,27 euro), voor een oproeping en een minimumprestatie van één uur en één kwartier (bedragen exclusief BTW).

Nadien: ereloon per schijf van één kwartier à rato van drieëndertig euro en veertig eurocent (33,40 euro) per uur (zonder plafond) (bedragen exclusief BTW).

2. Artikel van het ministerieel besluit: artikel 2, § 1 en § 2.

Bedrag van de erelonen van de vertalers in 2014:

Zestien euro en elf eurocent (16,11 euro) per handgeschreven bladzijde en vierentwintig euro en zesenzeventig eurocent (24,76 euro) per getypte bladzijde (bedragen exclusief BTW).

Ongeacht het aantal te vertalen of vertaalde regels: steeds een minimale vergoeding van zestien euro en elf eurocent (16,11 euro) en vierentwintig euro en zesenzeventig eurocent (24,76 euro) naargelang het een handgeschreven of getypte vertaling betreft.

3. Artikel van het ministerieel besluit: artikel 3.

Bedrag van de vervoersonkosten in 2014:

Zesenzeventig eurocent (0,46 euro) per kilometer, ongeacht het aantal prestaties per dag, met een plafond van 100 km heen en terug (bedragen exclusief BTW).

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14703]

23 SEPTEMBRE 2013

Règlement d'ordre intérieur du Comité de directionCHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La composition du Comité de Direction du Service public fédéral Mobilité et Transports, ci-après dénommé « le Comité de Direction » est déterminée par l'article 4 de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral.

Art. 2. Le Président du Comité de Direction en assure le bon fonctionnement, ouvre, dirige et clôt les débats.

En cas d'empêchement du Président, celui-ci désigne le membre du Comité de direction qui le remplace. A défaut d'une telle désignation, la présidence est assurée par le membre siégeant le plus longuement au sein du Comité de direction.

Art. 3. Le Président désigne un secrétaire, et éventuellement un secrétaire adjoint, chargés de préparer les réunions, d'acter les décisions ou délibérations du Comité de direction et de rédiger les procès-verbaux.

Art. 4. Les ordres du jour, documents et procès-verbaux des réunions sont archivés de façon électronique et de la même façon mis à disposition des membres du Comité de direction par le secrétaire ou le secrétaire adjoint.

Art. 5. Le Comité de direction se réunit à l'invitation du Président. Un planning des réunions est établi semestriellement. En outre, le Président peut convoquer le Comité de direction à des réunions supplémentaires de sa propre initiative ou à la demande d'un ou de plusieurs membres.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14703]

23 SEPTEMBER 2013

Huishoudelijk reglement van het DirectiecomitéHOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De samenstelling van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, hierna genoemd "het Directiecomité" wordt bepaald door artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan elke federale openbare dienst.

Art. 2. De Voorzitter van het Directiecomité staat in voor de goede werking, opent, leidt en besluit de besprekingen.

In geval de Voorzitter verhinderd is, duidt hij het lid van het Directiecomité aan dat hem vervangt. Bij ontstentenis van dergelijke aanwijzing wordt het voorzitterschap waargenomen door het lid dat het langst in het Directiecomité zetelt.

Art. 3. De Voorzitter duidt een secretaris en eventueel een adjunct-secretaris aan, die belast worden met de voorbereiding van de vergaderingen, het akte nemen van de beslissingen of beraadslagingen van het Directiecomité en het opstellen van de notulen.

Art. 4. De agenda's, documenten en verslagen van de vergaderingen worden elektronisch bewaard en op dezelfde wijze door de secretaris of de adjunct-secretaris ter beschikking gesteld aan de leden van het Directiecomité.

Art. 5. Het Directiecomité vergadert op uitnodiging van de Voorzitter. Semestrieel wordt een planning van de vergaderingen opgesteld. Daarnaast kan de Voorzitter het Directiecomité uitnodigen voor bijkomende vergaderingen op eigen initiatief of op vraag van een of meerdere van de leden.

Art. 6. L'ordre du jour et les documents concernant les points à discuter sont à disposition des membres du Comité de direction au moins trois jours calendaires avant la réunion. En cas d'urgence, un document pourra être distribué en séance.

Le Comité de direction peut se faire assister par des personnes qui, en raison de leurs compétences particulières ou expertise, peuvent l'éclairer utilement sur un point de l'ordre du jour.

Art. 7. Le Président approuve l'ordre du jour. Le membre qui, après réception de l'ordre du jour, souhaite ajouter un point à l'ordre du jour, le communique au Président avant la réunion.

Pendant la réunion, de nouveaux points ne peuvent être ajoutés à l'ordre du jour que moyennant l'unanimité des membres présents ; ces points ne peuvent toutefois pas être ajoutés s'ils se rapportent spécifiquement aux services relevant d'un membre empêché. A la demande motivée d'un membre, le Président peut décider de reporter l'examen d'un ou de plusieurs points.

Art. 8. Le Comité de direction ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le Comité de direction peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 9. Les membres doivent par principe être présents aux réunions. Chaque membre du Comité de direction empêché d'assister à la réunion ou à une partie de la réunion peut, si nécessaire, se faire remplacer. La personne qui remplace le membre du Comité de direction absent, doit recevoir à cet effet un mandat de décision clair et nominatif. Ce mandat ne peut pas être donné pour le traitement des matières de personnel, comme les promotions, les procédures disciplinaires, le règlement sur le temps de travail, l'application du statut syndical, etc., matières sur lesquelles les remplaçants ne peuvent se prononcer.

Les remplacements sont annoncés avant la réunion auprès du secrétaire du Comité de direction et du Président.

Art. 10. Les décisions sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le décompte des suffrages. En cas de partage des voix, la voix du Président ou, selon l'article 2, deuxième alinéa de ce règlement, en cas d'empêchement du Président, celle du membre du Comité de direction qui le remplace, est décisive.

Les décisions en matière de personnel pour les cas individuels sont prises au scrutin secret. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

Tous les membres sont tenus d'exécuter et de défendre collégalement et loyalement les décisions et engagements pris au sein du Comité de direction.

Art. 11. Le projet de procès-verbal est soumis à l'approbation des membres, soit lors de la séance, soit lors d'une réunion suivante.

Sans préjudice de l'application de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et, dans le cadre des promotions dans le niveau A, de l'article 26bis de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'état, les délibérations, les procès-verbaux et les documents soumis au Comité de direction sont confidentiels, sauf décision contraire du Comité de direction. Un devoir de stricte réserve à leur sujet s'impose à toutes les personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, sont appelées à en avoir connaissance.

Art. 6. De agenda en de documenten betreffende de te bespreken punten zijn ten minste drie kalenderdagen voor de vergadering beschikbaar voor de leden van het Directiecomité. Bij dringendheid kan een document tijdens de zitting worden uitgedeeld.

Het Directiecomité kan zich laten bijstaan door personen die omwille van hun bijzondere bevoegdheden of expertise, hem nuttig kunnen inlichten over een punt van de agenda.

Art. 7. De Voorzitter keurt de agenda goed. Het lid dat, na het ontvangen van de agenda, een punt aan de agenda wenst toe te voegen, deelt dit voor de vergadering mee aan de Voorzitter.

Tijdens de vergadering kunnen enkel bij eenparigheid van de aanwezige leden, nieuwe punten aan de agenda worden toegevoegd; deze punten mogen echter niet worden toegevoegd als ze specifiek betrekking hebben op de diensten die ressorteren onder een lid dat verhinderd is. Op gemotiveerde aanvraag van een lid kan de Voorzitter beslissen het onderzoek van één of meerdere punten te verdagen.

Art. 8. Het Directiecomité kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van de leden aanwezig is. Indien dat quorum niet bereikt wordt, kan het Directiecomité, na een tweede uitnodiging, geldig beraadslagen over dezelfde agenda ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 9. De leden dienen principieel aanwezig te zijn op de vergaderingen. Elk lid van het Directiecomité dat verhinderd is de vergadering geheel of slechts gedeeltelijk bij te wonen, kan zich zo nodig laten vervangen. De persoon die het afwezige lid van het Directiecomité vervangt, moet hiertoe een duidelijk en op naam gesteld beslissingsmandaat krijgen. Dit mandaat kan niet gegeven worden voor de behandeling van personeelsaangelegenheden, zoals de bevorderingen, de tuchtprocedures, het reglement arbeidstijden, de toepassing van het syndicaal statuut, enz. waarover vervangers zich niet kunnen uitspreken.

Vervangingen worden voor de vergadering aangekondigd bij de secretaris van het Directiecomité en de Voorzitter.

Art. 10. De beslissingen worden bij consensus genomen of, bij ontstentenis hiervan, bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Voor de berekening van de stemmen worden de onthoudingen niet in aanmerking genomen. In geval van staking van stemmen is de stem van de Voorzitter of van het lid van het Directiecomité dat de Voorzitter bij verhindering vervangt overeenkomstig artikel 2, tweede lid van dit reglement, doorslaggevend.

De beslissingen over de individuele personeelsaangelegenheden worden genomen bij geheime stemming. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Alle leden zijn ertoe gehouden de beslissingen en afspraken binnen het Directiecomité, collegiaal en loyaal uit te voeren en te verdedigen.

Art. 11. Het ontwerp van notulen wordt ter goedkeuring aan de leden voorgelegd, hetzij tijdens de vergadering, hetzij tijdens een volgende vergadering.

Onverminderd de toepassing van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur en, in het kader van de bevorderingen in niveau A, van artikel 26bis van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, zijn de beraadslagingen, de notulen en de aan het directiecomité voorgelegde documenten vertrouwelijk, tenzij anders wordt beslist door het Directiecomité. Alle personen die er bij het uitoefenen van hun functie kennis van krijgen, zijn tot geheimhouding verplicht.

Art. 12. Lors de procédures disciplinaires et de procédures de promotion, les procès-verbaux sont établis dans la langue des agents concernés. Lors du classement des candidats appartenant à des rôles linguistiques différents, les procès-verbaux sont établis en français et en néerlandais.

Art. 13. Les documents soumis aux délibérations du Comité de direction sont rédigés dans la langue de leur auteur. Tout document soumis pour décision au Comité de Direction doit contenir une proposition de décision, ainsi qu'un projet de texte à communiquer au personnel.

Art. 14. Concernant chaque réunion, une communication au personnel sur les décisions est rédigée. La communication est approuvée en séance ou lors d'une prochaine réunion.

CHAPITRE II. — *Dispositions spéciales en matière disciplinaire*

Art. 15. Le Comité de Direction prend connaissance en séance de chaque proposition provisoire de peine disciplinaire transmise par le supérieur hiérarchique compétent; à partir de cette date, le Comité de Direction est saisi de l'affaire disciplinaire.

Art. 16. Le Comité de Direction se réunit valablement en matière disciplinaire lorsqu'au moins trois membres, dont le Président ou son remplaçant, sont présents. Au moins un de ces trois membres devra appartenir au même rôle linguistique que le fonctionnaire qui fait l'objet de la proposition provisoire de peine disciplinaire.

En cas d'empêchement pour un motif impérieux d'un ou de plusieurs membres pendant la période où une affaire introduite est à l'examen, ceux-ci peuvent être remplacés par d'autres membres.

Art. 17. Le Comité de Direction peut recueillir des données complémentaires lorsqu'il traite une affaire. Il peut également entendre des personnes qui ne sont pas intervenues dans la procédure disciplinaire.

Art. 18. Toute décision individuelle en matière disciplinaire à l'égard d'un agent est prise au scrutin secret et à la simple majorité des suffrages. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le décompte des suffrages.

En cas de partage des suffrages, la proposition est rejetée. Dans ce cas, une autre proposition est soumise au vote.

Art. 19. Ne peut siéger au Comité de Direction ni participer à ses délibérations en matière disciplinaire :

1° le membre qui fait l'objet de l'action disciplinaire;

2° le membre qui a participé à l'introduction de l'action disciplinaire ou qui a participé, en quelle qualité que ce soit, à l'instruction de l'action disciplinaire préalable à l'examen par le Comité de Direction.

Dans le cas où le membre susvisé est le Président, la séance et les délibérations seront présidées par un remplaçant, désigné conformément aux dispositions de l'article 2 du présent règlement.

Art. 20. La proposition définitive de sanction disciplinaire est établie dans la langue de l'agent faisant l'objet de la proposition. Il ou elle reçoit une copie de la proposition définitive de sanction disciplinaire, en vertu de l'article 79, § 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

CHAPITRE III. — *Dispositions spéciales en matière des procédures de promotion*

Art. 21. Tout candidat à une promotion A3, A4 ou A5 est invité à un entretien par le Comité de direction. Cet entretien a pour objectif de connaître sa motivation et d'offrir au candidat la possibilité d'exposer son expérience et ses compétences. Sur la base des éléments recueillis lors de cette interview, de l'information contenue dans le curriculum vitae et la candidature, ainsi que sur la base de la connaissance interne du Comité de direction, celui-ci procède au classement des candidats. Conformément à l'article 12 du présent règlement, les candidats reçoivent une copie établie dans la langue de leur rôle linguistique, du classement des candidats et de la décision du Comité de direction.

Art. 12. Bij tuchtprocedures en bevorderingsprocedures worden de notulen opgesteld in de taal van de betrokken personeelsleden. Bij de rangschikking van kandidaten van een verschillende taalrol worden de notulen in het Nederlands en in het Frans opgesteld.

Art. 13. De documenten die aan de beraadslagingen van het Directiecomité worden voorgelegd zijn opgesteld in de taal van hun auteur. Elk document dat ter beslissing aan het Directiecomité wordt voorgelegd bevat zowel een voorstel van beslissing als een ontwerp tekst voor communicatie aan het personeel.

Art. 14. Met betrekking tot iedere vergadering wordt een communicatie aan het personeel opgesteld over de beslissingen. De communicatie wordt goedgekeurd tijdens de zitting of tijdens een volgende vergadering.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen in disciplinaire aangelegenheden*

Art. 15. Het Directiecomité neemt in zitting kennis van ieder voorlopig tuchtvoorstel toegezonden door de bevoegde hiërarchische meerdere; vanaf die datum is de tuchtzaak bij het Directiecomité aanhangig.

Art. 16. Het Directiecomité houdt geldig zitting in disciplinaire aangelegenheden als tenminste drie leden, waaronder de Voorzitter of zijn plaatsvervanger, aanwezig zijn. Onder deze drie leden dient minimaal één lid van dezelfde taalrol te zijn als de ambtenaar op wie het voorlopig tuchtvoorstel betrekking heeft.

Ingeval één of meer leden tijdens de periode gedurende dewelke een ingeleide zaak in behandeling is om een dwingende reden verhinderd zijn, kunnen deze leden vervangen worden door andere leden.

Art. 17. Het Directiecomité kan bij de behandeling van een zaak nadere gegevens inwinnen. Het kan eveneens personen horen die niet in de tuchtprocedure tussenbeide kwamen.

Art. 18. Elke individuele beslissing in tuchtzaken genomen ten opzichte van een ambtenaar geschiedt bij een geheime stemming en bij gewone meerderheid van stemmen. Onthoudingen worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de stemmen.

Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen. In dit geval wordt een ander voorstel ter stemming voorgelegd.

Art. 19. Kan niet zetelen in, noch deelnemen aan de beraadslaging van het Directiecomité in tuchtzaken:

1° het lid tegen wie de tuchtvoordering is ingesteld;

2° het lid dat heeft deelgenomen aan de instelling van de tuchtvoordering of dat in enige hoedanigheid aan de tuchtprocedure heeft deelgenomen, voorafgaand aan het onderzoek door het Directiecomité.

Ingeval dit de Voorzitter is, vinden de zitting en de beraadslaging plaats onder het voorzitterschap van een plaatsvervanger die wordt aangeduid overeenkomstig artikel 2 van dit reglement.

Art. 20. Het definitief tuchtvoorstel wordt opgesteld in de taal van de ambtenaar op wie het voorstel betrekking heeft. Hij of zij ontvangt een afschrift van het definitief tuchtvoorstel, overeenkomstig artikel 79, § 3, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen in het kader van de bevorderingsprocedures*

Art. 21. Iedere medewerker die kandideert voor een bevorderingsprocedure van niveau A3, A4 of A5 wordt door het Directiecomité uitgenodigd voor een interview waarop gepeild wordt naar zijn motivatie en waarbij de kandidaat zijn ervaring en competenties persoonlijk kan toelichten. Op basis van de elementen uit dit interview, van de verstrekte informatie uit het curriculum vitae en de kandidatuur en tevens van de interne kennis van het Directiecomité, gaat het Directiecomité daarna over tot het opstellen van een rangschikking van de kandidaten. Conform artikel 12 van dit reglement ontvangen de kandidaten een afschrift in hun eigen taalrol van de rangschikking van de kandidaten en van de beslissing van het Directiecomité.

Art. 22. Le règlement d'ordre intérieur du 29 juillet 2008, publié au *Moniteur belge* du 20 août 2008 et comme adapté le 19 octobre 2009 (MB 14 janvier 2010), est abrogé.

Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Approuvé par le Comité de direction en sa séance du 23 septembre 2013.

Le Président
L. LEDOUX

Art. 22. Het huishoudelijk reglement van 29 juli 2008, gepubliceerd in het *Belgisch staatsblad* op 20 augustus 2008 en zoals aangevuld op 19 oktober 2009 (BS 14 januari 2010) wordt opgeheven.

Het huishoudelijk reglement treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Goedgekeurd door het Directiecomité tijdens zijn zitting van 23 september 2013.

De Voorzitter
L. LEDOUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09508]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

Par arrêté royal du 12 novembre 2013 Mme Bożyk, Zofia Piotra, née à Wohyn (Pologne) le 14 avril 1954, demeurant à Wommel, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Jacobs » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 12 novembre 2013 Mlle Gheorghe, Laura, née à Eeklo le 12 février 1995, demeurant à Otopeni, Ilfov (Roumanie), a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « De Coussemaker » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 12 novembre 2013 Mlle Zurita Hurtado, Elena, née à Bruxelles le 24 août 2011, demeurant à Gand, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Zurita Luyten » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 12 novembre 2013 Mlle Zharkov, Liza, née à Overpelt le 23 juin 2013, demeurant à Lommel, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Zharkova » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 12 novembre 2013 le nommé Vilela Amaral, Massimo, né à Mortsels le 15 février 2010, demeurant à Boechout, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Mandaglio Amaral » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 12 novembre 2013 Mme Calisir, Birgül, née à Igdir (Turquie) le 20 août 1975, demeurant à Anvers, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Alakus » après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09508]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 12 november 2013 is machtiging verleend aan Mevr. Bożyk, Zofia Piotra, geboren te Wohyn (Polen) op 14 april 1954, wonende te Wommel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Jacobs » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2013 is machtiging verleend aan Mej. Gheorghe, Laura, geboren te Eeklo op 12 februari 1995, wonende te Otopeni, Ilfov (Roemenië), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « De Coussemaker » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2013 is machtiging verleend aan Mej. Zurita Hurtado, Elena, geboren te Brussel op 24 augustus 2011, wonende te Gent, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Zurita Luyten » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2013 is machtiging verleend aan Mej. Zharkov, Liza, geboren te Overpelt op 23 juni 2013, wonende te Lommel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Zharkova » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2013 is machtiging verleend aan de genaamde Vilela Amaral, Massimo, geboren te Mortsels op 15 februari 2010, wonende te Boechout, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Mandaglio Amaral » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 12 november 2013 is machtiging verleend aan Mevr. Calisir, Birgül, geboren te Igdir (Turkije) op 20 augustus 1975, wonende te Antwerpen, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Alakus » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.